

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article2010>



Lycée de Tonnerre : tract et communiqué de presse

- SNES académique de Dijon - Départements - Yonne - Echos des établissements -



Publication date: samedi 24 février 2007

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

REFUSONS ENSEMBLE LES SAIGNEES DONT LE LYCEE EST VICTIME

Le rectorat vient de faire connaître la dotation du lycée, suivant les injonctions et décret ministériels.

58 heures par semaine sont enlevées, soient l'équivalent de 3 postes d'enseignant.

Une classe de seconde serait fermée, car devrait manquer à l'appel de septembre un peu plus d'une quinzaine d'élèves ;

Cette politique va dans le sens d'une dégradation du service public d'Education Nationale :

- la baisse démographique est un prétexte pour fermer des classes alors qu'elle peut être une chance historique pour améliorer les conditions d'enseignement, en effet la volonté ministérielle de systématiquement fermer des classes (les autres accueillant le maximum d'élèves : 35 en seconde, plus encore en première ou terminale) n'a aucun sens pédagogique, au contraire en profiter pour baisser le nombre de jeunes par section serait un plus pour eux, leurs conditions de travail devenant meilleures et leurs professeurs pouvant mieux les accompagner vers la réussite de leurs études.
- La suppression des heures de laboratoire rend impossible la préparation des travaux pratiques en classe,
- La suppression d'heures de chaire (1 heure de décharge pour le supplément de travail lié au bac) rend impossible une prise en charge cohérente des préparations au bac. Le ministre estime que les copies de sixième valent celles des Premières et Terminales !
- La suppression d'heures pour le sport associatif lycéen UNSS ne permettra plus la pratique de certains sports (hand-ball, etc.)
- La suppression d'heures de coordination rendra celle-ci impossible, des activités pédagogiques vont être supprimées.
- Le recours à des heures supplémentaires est systématiquement utilisé à la place de vrais postes, surtravail pour certains, pénurie d'emplois pour d'autres, pénurie de débouché pour les jeunes qui veulent rentrer dans le métier.

Or le premier investissement de la Nation, c'est l'investissement dans sa jeunesse.

Et c'est exactement ce que ne font pas M. De Robien et ses alliés ;

C'est la détérioration des conditions d'enseignement qui est programmée, la fuite de certains élèves vers le privé, la marchandisation rampante de l'éducation.

NOUS NE SOMMES PAS D'ACCORD, NOUS REFUSONS

LE DECLIN DE L' EDUCATION NATIONALE ET CELUI DU LYCEE, NOUS VOULONS MIEUX QUE LA PENURIE ORGANISEE.

Les professeurs syndiqués et non syndiqués du lycée Chevalier d'Eon de Tonnerre et leurs soutiens.

Communiqué (21/02/07) des syndicats de la FSU du lycée Chevalier d'Eon de Tonnerre

Le conseil d'administration du lycée Chevalier d'Eon a pu se réunir mardi soir. S'y sont rendus notamment les représentants de la mairie, certains parents d'élèves, quelques enseignants (4 et non 2 comme dit mardi par erreur) et c'est à l'unanimité que la répartition d'une dotation horaire fortement amputée a été votée.

Le lycée perd à la rentrée 58 heures de travail (7 %) par semaine amenant à :

- supprimer une classe de seconde (pour une baisse d'effectif envisagée d'une quinzaine d'élèves, peut-être dix-huit),
- surcharger les secondes restantes à 34 voire 35 élèves sur la demande expresse du recteur !
- supprimer des activités sportives pratiquées par une trentaine de jeunes, inexistantes par ailleurs sur le Tonnerrois,
- empêcher la préparation de certaines activités pédagogiques,
- empêcher la prise en charge cohérente des préparations au baccalauréat,
- recourir à des heures supplémentaires et à la suppression de postes d'enseignants !

Ces faits doivent être mis sur la place publique. C'est pour cela qu'un appel au boycott a été lancé par une majorité d'enseignants au sein du lycée sur proposition des syndicats SNES et SNEP de la FSU. Action soutenue par la FCPE et le Conseiller Régional Jean-Yves Caullet.

Au lycée, les jeunes devront-ils pâtir de la surcharge des effectifs et de la diminution des moyens, activités et soutiens pédagogiques ?

Les professeurs vont-ils devoir s'entredéchirer pour récupérer des heures d'enseignements attribués à des collègues ?

Le Tonnerrois et sa population devront-ils subir dans leurs établissements d'enseignements des coupes sombres qui

vont les enfoncer un peu plus dans le déclin ?

Est-ce ce genre d'évolution sociale que nous souhaitons ?

Il n'en est pas question pour les syndicats de la FSU !

Nous invitons la population à montrer qu'elle ne le souhaite pas non plus !

Jeannine Michalowski et Annie Fleutot pour la FSU du Lycée de Tonnerre